



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-85748>

Département(s) de publication : **76**

Annonce n° **25-85748**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Metropole Rouen Normandie

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Prestations de services juridiques

**Description** : Dans le cadre de l'exercice de ses compétences et de son fonctionnement interne, la Métropole Rouen Normandie a besoin d'assistance et de conseils juridiques sur ses projets et ses actes, quelle que soit leur nature. Elle peut également avoir à requérir une analyse et un conseil sur ses actions contentieuses menées en défense ou en recours et sur les procédures amiables dans lesquelles elle s'engage. Une prise en charge de la rédaction des mémoires et conclusions nécessaires à la défense de ses intérêts peut également être nécessaire, ainsi qu'une représentation devant les juridictions et la réalisation des démarches indispensables à l'exécution des décisions de justice rendues dans le cadre des actions contentieuses. Le présent accord cadre a pour objet le conseil, l'assistance et la représentation juridiques de la Métropole Rouen Normandie en vue de satisfaire au besoin sus-énoncé. Par dérogation au principe d'exclusivité, la Métropole Rouen Normandie se réserve la possibilité de recourir à des tiers pour les prestations de conseil sur des thématiques très pointues ainsi que pour les prestations de représentation. Chaque titulaire de l'accord-cadre peut néanmoins postuler à l'attribution des marchés publics correspondant aux commandes effectuées hors accord cadre. Le pouvoir adjudicateur se réserve notamment la possibilité de traiter hors accord cadre les opérations concernant des projets juridiques rendus particulièrement complexes par la diversité des compétences qu'ils requièrent, ou celles qui, par leurs conditions de mise en oeuvre, peuvent nécessiter des procédures peu compatibles avec le fonctionnement de l'accord cadre à bons de commande

**Identifiant de la procédure** : 954c226d-9ace-42dc-aa19-681eadf3b65a

**Identifiant interne** : 25-DAJ-VJSW-PrestaJuridiques

**Type de procédure :** Ouverte

**La procédure est accélérée :** non

### 2.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79110000 Services de conseils et de représentation juridiques

### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale :** Territoire de la Métropole Rouen Normandie

**Ville :** Rouen

**Code postal :** 76100

**Subdivision pays (NUTS) :** Seine-Maritime ( FRD22 )

**Pays :** France

### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 1,080,000 Euro

### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires :** La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 4° a) et b) du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande. Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Budget de la Métropole Rouen Normandie Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes : Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise : - Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (inclus dans le Dc1) - Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail (inclus dans le Dc1) - Autorisation spécifique ou preuve de l'appartenance à une organisation spécifique permettant de fournir le service dans le pays d'origine du candidat - Lettre de candidature pouvant prendre la forme de l'imprimé Dc1, mentionnant, le cas échéant, l'habilitation du mandataire par ses co-traitants ainsi que toutes les attestations sur l'honneur (Déclaration incluse dans le formulaire Dc1) - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise : - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (inclus dans le Dc2) - Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement permettant de détailler la situation financière et les capacités du candidat (Déclaration incluse dans le formulaire Dc2) Tous les documents remis par les candidats devront être rédigés en Français. Le candidat devra proposer un mémoire environnemental répondant au(x) critère(s) environnemental(aux) tels que défini(s) dans le Règlement de Consultation conformément aux engagements du Spaser. Les critères «

Valeur technique » et « Performances en matière de protection de l'environnement » font l'objet de sous-pondérations dont le détail est indiqué au règlement de consultation et dans le cadre Envso. En cas d'égalité entre deux candidats sur la note globale, l'offre retenue sera celle qui aura obtenu la meilleure note « Prix » puis « Valeur technique » puis « Performance en matière environnementale ». Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique : <https://www.mpe76.fr> sous la référence : 25-Daj-Vj-Prestajuridiques. Merci De Prendre En Compte Que Les Dates Indiquées Sont Prévisionnelles Notamment Celle De L'Article Durée

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

**2.1.5 Conditions du marché public**

**Conditions de présentation :**

**Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre : 4**

**Conditions du marché :**

**Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire dans le cadre de marchés : 2**

## **Section 5 - Lot**

**5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001**

**Titre :** Droit administratif général

**Description :** notamment responsabilité administrative, droit de la fonction publique, droit des services publics locaux

**Identifiant interne :** 1

**5.1.1 Objet**

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79110000 Services de conseils et de représentation juridiques

**Options :**

**Description des options :** Les modalités de reconduction sont fixées à l'article 3.2 du Ccap et considérées comme une option au sens du Droit Européen

**5.1.2 Lieu d'exécution**

**Adresse postale :** Territoire de la Métropole Rouen Normandie

**Ville :** Rouen

**Code postal :** 76100

**Subdivision pays (NUTS) :** Seine-Maritime ( FRD22 )

**Pays :** France

## Informations complémentaires :

### 5.1.3 Durée estimée

**Date de début** : 01/12/2025

**Durée** : 12 Mois

### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements** : 0

### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 14,750 Euro

### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

**Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés** : Non requises

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)** : oui

**Informations complémentaires** : Le montant total des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini(e) comme suit : Période 1 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 2 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 3 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 4 : maximum 30 000 euro(s) Ht Total maximum : 120 000 euro(s) Ht

### 5.1.7 Marché public stratégique

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale** : Autre

### 5.1.9 Critères de sélection

**Sources des critères de sélection** : Avis

**Critère** : Références sur des services spécifiés

**Description** : La liste anonyme des clients pour lesquels le Cabinet a effectué des prestations similaires avec description des prestations réalisées au cours des trois dernières années, le type de dossiers pris en charge dans le domaine chaque année et l'activité contentieuse du Cabinet dans ces dossiers

**Critère** : Inscription à un registre professionnel pertinent

**Description** : Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables : Le certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA) et l'attestation de l'inscription à un barreau français pour l'ensemble de l'équipe dédiée

### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère** :

**Type** : Qualité

**Description** : Valeur technique

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 70

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Performances en matière de protection de l'environnement

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Prix des prestations

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 20

**5.1.11 Documents de marché**

**Adresse des documents de marché :** <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1686211>

**Canal de communication ad hoc :**

**Nom :** AW Solutions

**5.1.12 Conditions du marché public**

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1686211>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres :** Autorisée

**Date limite de réception des offres :** 08/09/2025 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre :** 5 Mois

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date d'ouverture :** 09/09/2025 à 16:00

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

**Informations relatives aux délais de recours :** Un recours pour excès de pouvoir dans les deux mois de la publication ou de la notification de l'acte attaqué, tendant à obtenir l'annulation de cet acte détachable, conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, pouvant être assorti d'un référé-suspension tendant à obtenir la suspension de l'acte attaqué conformément à l'article L. 521-1 du Code de justice administrative. - un référé précontractuel de l'article L 551-1 du code de justice administrative depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat, tendant à la suspension voire à l'annulation de la procédure de passation. - un recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans les deux mois suivant la publication ou la notification de la décision attaquée et tendant à son retrait. - un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires, exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. A partir de la conclusion du contrat, et dès lors qu'il dispose du recours ci-dessus défini, le requérant n'est, en revanche, plus recevable à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables (CE, Ass., 16 juillet 2007 " Société Tropic Travaux Signalisation " req. No 291545 et CE, Ass., 04 avril 2014 " Département Tarn et Garonne " req. no358994). Les renseignements peuvent être obtenus auprès du Tribunal Administratif (coordonnées supra) Ou auprès de la Direction de l'achat Public (coordonnées I.1)

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Rouen

**TED eSender :** Avenue-Web Systèmes

#### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

**Titre :** Droit de l'intercommunalité

**Description :** notamment fonctionnement institutionnel des EPCI et structures territoriales, transfert et extension de compétences, reconnaissance d'intérêt métropolitain

**Identifiant interne :** 2

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79110000 Services de conseils et de représentation juridiques

**Options :**

**Description des options :** Les modalités de reconduction sont fixées à l'article 3.2 du Ccap et considérées comme une option au sens du Droit Européen

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale :** Territoire de la Métropole Rouen Normandie

**Ville :** Rouen

**Code postal :** 76100

**Subdivision pays (NUTS) :** Seine-Maritime ( FRD22 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

#### 5.1.3 Durée estimée

**Date de début :** 01/12/2025

**Durée :** 12 Mois

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 0

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 14,750 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

**Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés :** Non requises

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

**Informations complémentaires :** Le montant total des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini(e) comme suit : Période 1 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 2 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 3 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 4 : maximum 30 000 euro(s) Ht Total maximum : 120 000 euro(s) Ht

#### 5.1.7 Marché public stratégique

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale :** Autre

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Sources des critères de sélection :** Avis

**Critère :** Références sur des services spécifiés

**Description** : La liste anonyme des clients pour lesquels le Cabinet a effectué des prestations similaires avec description des prestations réalisées au cours des trois dernières années, le type de dossiers pris en charge dans le domaine chaque année et l'activité contentieuse du Cabinet dans ces dossiers

**Critère** : Inscription à un registre professionnel pertinent

**Description** : Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables : Le certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA) et l'attestation de l'inscription à un barreau français pour l'ensemble de l'équipe dédiée

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère** :

**Type** : Qualité

**Description** : Valeur technique

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 70

**Critère** :

**Type** : Qualité

**Description** : Performances en matière de protection de l'environnement

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**Critère** :

**Type** : Prix

**Description** : Prix des prestations

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 20

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché** : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1686211>

**Canal de communication ad hoc** :

**Nom** : AW Solutions

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation** :

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1686211>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**Variantes** : Non autorisée

**Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres :** Autorisée

**Date limite de réception des offres :** 08/09/2025 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre :** 5 Mois

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date d'ouverture :** 09/09/2025 à 16:00

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

**Informations relatives aux délais de recours :** Un recours pour excès de pouvoir dans les deux mois de la publication ou de la notification de l'acte attaqué, tendant à obtenir l'annulation de cet acte détachable, conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, pouvant être assorti d'un référé-suspension tendant à obtenir la suspension de l'acte attaqué conformément à l'article L. 521-1 du Code de justice administrative. - un référé précontractuel de l'article L 551-1 du code de justice administrative depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat, tendant à la suspension voire à l'annulation de la procédure de passation. - un recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans les deux mois suivant la publication ou la notification de la décision attaquée et tendant à son retrait. - un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires, exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. A partir de la conclusion du contrat, et dès lors qu'il dispose du recours ci-dessus défini, le requérant n'est, en revanche, plus recevable à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables (CE, Ass., 16 juillet 2007 " Société Tropic Travaux Signalisation " req. No 291545 et CE, Ass., 04 avril 2014 " Département Tarn et Garonne " req. no358994). Les renseignements peuvent être obtenus auprès du Tribunal Administratif (coordonnées supra) Ou auprès de la Direction de l'achat Public (coordonnées I.1)

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Rouen

**TED eSender :** Avenue-Web Systèmes

#### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0003

**Titre :** Droit des contrats publics

**Description :** notamment marchés publics, délégations de services publics

**Identifiant interne :** 3

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79110000 Services de conseils et de représentation juridiques

**Options :**

**Description des options :** Les modalités de reconduction sont fixées à l'article 3.2 du Ccap et considérées comme une option au sens du Droit Européen

##### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale :** Territoire de la Métropole Rouen Normandie

**Ville :** Rouen

**Code postal :** 76100

**Subdivision pays (NUTS) :** Seine-Maritime ( FRD22 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

##### 5.1.3 Durée estimée

**Date de début :** 01/12/2025

**Durée :** 12 Mois

##### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 0

##### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 14,750 Euro

##### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

**Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés :** Non requises

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui**

**Informations complémentaires :** Le montant total des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini(e) comme suit : Période 1 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 2 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 3 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 4 : maximum 30 000 euro(s) Ht Total maximum : 120 000 euro(s) Ht

#### 5.1.7 Marché public stratégique

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale :** Autre

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Sources des critères de sélection :** Avis

**Critère :** Références sur des services spécifiés

**Description :** La liste anonyme des clients pour lesquels le Cabinet a effectué des prestations similaires avec description des prestations réalisées au cours des trois dernières années, le type de dossiers pris en charge dans le domaine chaque année et l'activité contentieuse du Cabinet dans ces dossiers

**Critère :** Inscription à un registre professionnel pertinent

**Description :** Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables : Le certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA) et l'attestation de l'inscription à un barreau français pour l'ensemble de l'équipe dédiée

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Valeur technique

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 70

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Performances en matière de protection de l'environnement

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Prix des prestations

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 20

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché :** <https://www.marches-publics.info/mpiaaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1686211>

**Canal de communication ad hoc :**

**Nom** : AW Solutions

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1686211>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**Variantes** : Non autorisée

**Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres** : Autorisée

**Date limite de réception des offres** : 08/09/2025 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre** : 5 Mois

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date d'ouverture** : 09/09/2025 à 16:00

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés** :  
Non

**Facturation en ligne** : Requise

**La commande en ligne sera utilisée** : non

**Le paiement en ligne sera utilisé** : non

**Informations relatives aux délais de recours** : Un recours pour excès de pouvoir dans les deux mois de la publication ou de la notification de l'acte attaqué, tendant à obtenir l'annulation de cet acte détachable, conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, pouvant être assorti d'un référé-suspension tendant à obtenir la suspension de l'acte attaqué conformément à l'article L. 521-1 du Code de justice administrative. - un référé précontractuel de l'article L 551-1 du code de justice administrative depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat, tendant à la suspension voire à l'annulation de la procédure de passation. - un recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans les deux mois suivant la publication ou la notification de la décision attaquée et tendant à son retrait. - un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires, exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. A partir de la conclusion du contrat, et dès lors qu'il dispose du recours ci-dessus défini, le requérant n'est, en revanche, plus recevable à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables (CE, Ass., 16 juillet 2007 " Société Tropic Travaux Signalisation " req. No 291545 et CE, Ass., 04 avril 2014 "

Département Tarn et Garonne &quot; req. no358994). Les renseignements peuvent être obtenus auprès du Tribunal Administratif (coordonnées supra) Ou auprès de la Direction de l'achat Public (coordonnées I.1)

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Rouen

**TED eSender :** Avenue-Web Systèmes

#### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0004

**Titre :** Droit de l'immobilier et de la domanialité publique et privée

**Description :** notamment procédures d'acquisition, exercice du droit de préemption, droit de l'expropriation, DUP, baux et gestion de biens immeubles

**Identifiant interne :** 4

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79110000 Services de conseils et de représentation juridiques

**Options :**

**Description des options :** Les modalités de reconduction sont fixées à l'article 3.2 du Ccap et considérées comme une option au sens du Droit Européen

##### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale :** Territoire de la Métropole Rouen Normandie

**Ville :** Rouen

**Code postal :** 76100

**Subdivision pays (NUTS) :** Seine-Maritime ( FRD22 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

##### 5.1.3 Durée estimée

**Date de début** : 01/12/2025

**Durée** : 12 Mois

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements** : 0

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 14,750 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

**Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés** : Non requises

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)** : oui

**Informations complémentaires** : Le montant total des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini(e) comme suit : Période 1 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 2 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 3 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 4 : maximum 30 000 euro(s) Ht Total maximum : 120 000 euro(s) Ht

#### 5.1.7 Marché public stratégique

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale** : Autre

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Sources des critères de sélection** : Avis

**Critère** : Références sur des services spécifiés

**Description** : La liste anonyme des clients pour lesquels le Cabinet a effectué des prestations similaires avec description des prestations réalisées au cours des trois dernières années, le type de dossiers pris en charge dans le domaine chaque année et l'activité contentieuse du Cabinet dans ces dossiers

**Critère** : Inscription à un registre professionnel pertinent

**Description** : Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables : Le certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA) et l'attestation de l'inscription à un barreau français pour l'ensemble de l'équipe dédiée

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère** :

**Type** : Qualité

**Description** : Valeur technique

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 70

**Critère** :

**Type** : Qualité

**Description** : Performances en matière de protection de l'environnement

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**Critère** :

**Type** : Prix

**Description** : Prix des prestations

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 20

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché** : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1686211>

**Canal de communication ad hoc** :

**Nom** : AW Solutions

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation** :

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1686211>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**Variantes** : Non autorisée

**Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres** : Autorisée

**Date limite de réception des offres** : 08/09/2025 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre** : 5 Mois

**Informations relatives à l'ouverture publique** :

**Date d'ouverture** : 09/09/2025 à 16:00

**Conditions du marché** :

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés** :  
Non

**Facturation en ligne** : Requise

**La commande en ligne sera utilisée** : non

**Le paiement en ligne sera utilisé** : non

**Informations relatives aux délais de recours** : Un recours pour excès de pouvoir dans les deux mois de la publication ou de la notification de l'acte attaqué, tendant à obtenir l'annulation de cet acte détachable, conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, pouvant être assorti d'un référé-suspension tendant à obtenir la

suspension de l'acte attaqué conformément à l'article L. 521-1 du Code de justice administrative. - un référé précontractuel de l'article L 551-1 du code de justice administrative depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat, tendant à la suspension voire à l'annulation de la procédure de passation. - un recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans les deux mois suivant la publication ou la notification de la décision attaquée et tendant à son retrait. - un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires, exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. A partir de la conclusion du contrat, et dès lors qu'il dispose du recours ci-dessus défini, le requérant n'est, en revanche, plus recevable à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables (CE, Ass., 16 juillet 2007 " Société Tropic Travaux Signalisation " req. No 291545 et CE, Ass., 04 avril 2014 " Département Tarn et Garonne " req. no358994). Les renseignements peuvent être obtenus auprès du Tribunal Administratif (coordonnées supra) Ou auprès de la Direction de l'achat Public (coordonnées I.1)

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Rouen

**TED eSender :** Avenue-Web Systèmes

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0005

**Titre :** Droit social

**Description :** notamment droit du travail

**Identifiant interne :** 5

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79110000 Services de conseils et de représentation juridiques

**Options :**

**Description des options** : Les modalités de reconduction sont fixées à l'article 3.2 du Ccap et considérées comme une option au sens du Droit Européen

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale** : Territoire de la Métropole Rouen Normandie

**Ville** : Rouen

**Code postal** : 76100

**Subdivision pays (NUTS)** : Seine-Maritime ( FRD22 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** :

#### 5.1.3 Durée estimée

**Date de début** : 01/12/2025

**Durée** : 12 Mois

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements** : 0

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 14,750 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

**Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés** : Non requises

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)** : oui

**Informations complémentaires** : Le montant total des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini(e) comme suit : Période 1 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 2 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 3 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 4 : maximum 30 000 euro(s) Ht Total maximum : 120 000 euro(s) Ht

#### 5.1.7 Marché public stratégique

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale** : Autre

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Sources des critères de sélection** : Avis

**Critère** : Références sur des services spécifiés

**Description** : La liste anonyme des clients pour lesquels le Cabinet a effectué des prestations similaires avec description des prestations réalisées au cours des trois dernières années, le type de dossiers pris en charge dans le domaine chaque année et l'activité contentieuse du Cabinet dans ces dossiers

**Critère** : Inscription à un registre professionnel pertinent

**Description** : Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables : Le certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA) et l'attestation de l'inscription à un barreau français pour l'ensemble de l'équipe dédiée

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Description** : Valeur technique

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 70

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Description** : Performances en matière de protection de l'environnement

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**Critère :**

**Type** : Prix

**Description** : Prix des prestations

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 20

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché** : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1686211>

**Canal de communication ad hoc** :

**Nom** : AW Solutions

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation** :

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1686211>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**Variantes** : Non autorisée

**Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres** : Autorisée

**Date limite de réception des offres** : 08/09/2025 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre** : 5 Mois

**Informations relatives à l'ouverture publique** :

**Date d'ouverture :** 09/09/2025 à 16:00

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**

Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

**Informations relatives aux délais de recours :** Un recours pour excès de pouvoir dans les deux mois de la publication ou de la notification de l'acte attaqué, tendant à obtenir l'annulation de cet acte détachable, conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, pouvant être assorti d'un référé-suspension tendant à obtenir la suspension de l'acte attaqué conformément à l'article L. 521-1 du Code de justice administrative. - un référé précontractuel de l'article L 551-1 du code de justice administrative depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat, tendant à la suspension voire à l'annulation de la procédure de passation. - un recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans les deux mois suivant la publication ou la notification de la décision attaquée et tendant à son retrait. - un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires, exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. A partir de la conclusion du contrat, et dès lors qu'il dispose du recours ci-dessus défini, le requérant n'est, en revanche, plus recevable à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables (CE, Ass., 16 juillet 2007 " Société Tropic Travaux Signalisation " req. No 291545 et CE, Ass., 04 avril 2014 " Département Tarn et Garonne " req. no358994). Les renseignements peuvent être obtenus auprès du Tribunal Administratif (coordonnées supra) Ou auprès de la Direction de l'achat Public (coordonnées I.1)

**5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Rouen

**TED eSender :** Avenue-Web Systèmes

**5.1 Identifiant technique du lot :** LOT-0006

**Titre** : Droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement (hors planification)

**Description** : notamment droit public et privé de la construction (assurances construction), contentieux de l'urbanisme, concessions d'aménagement, régime financier des opérations d'aménagement

**Identifiant interne** : 6

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale** ( cpv ): 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire** ( cpv ): 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire** ( cpv ): 79110000 Services de conseils et de représentation juridiques

**Options** :

**Description des options** : Les modalités de reconduction sont fixées à l'article 3.2 du Ccap et considérées comme une option au sens du Droit Européen

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale** : Territoire de la Métropole Rouen Normandie

**Ville** : Rouen

**Code postal** : 76100

**Subdivision pays (NUTS)** : Seine-Maritime ( FRD22 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** :

#### 5.1.3 Durée estimée

**Date de début** : 01/12/2025

**Durée** : 12 Mois

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements** : 0

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 14,750 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

**Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés** : Non requises

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)** : oui

**Informations complémentaires :** Le montant total des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini(e) comme suit : Période 1 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 2 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 3 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 4 : maximum 30 000 euro(s) Ht Total maximum : 120 000 euro(s) Ht

#### 5.1.7 **Marché public stratégique**

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale :** Autre

#### 5.1.9 **Critères de sélection**

**Sources des critères de sélection :** Avis

**Critère :** Références sur des services spécifiés

**Description :** La liste anonyme des clients pour lesquels le Cabinet a effectué des prestations similaires avec description des prestations réalisées au cours des trois dernières années, le type de dossiers pris en charge dans le domaine chaque année et l'activité contentieuse du Cabinet dans ces dossiers

**Critère :** Inscription à un registre professionnel pertinent

**Description :** Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables : Le certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA) et l'attestation de l'inscription à un barreau français pour l'ensemble de l'équipe dédiée

#### 5.1.10 **Critères d'attribution**

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Valeur technique

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 70

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Performances en matière de protection de l'environnement

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Prix des prestations

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 20

#### 5.1.11 **Documents de marché**

**Adresse des documents de marché :** <https://www.marches-publics.info/mpiaaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1686211>

**Canal de communication ad hoc :**

**Nom :** AW Solutions

### 5.1.12 Conditions du marché public

#### Conditions de présentation :

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.marches-publics.info/mpiaaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1686211>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres :** Autorisée

**Date limite de réception des offres :** 08/09/2025 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre :** 5 Mois

#### Informations relatives à l'ouverture publique :

**Date d'ouverture :** 09/09/2025 à 16:00

#### Conditions du marché :

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**

Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

**Informations relatives aux délais de recours :** Un recours pour excès de pouvoir dans les deux mois de la publication ou de la notification de l'acte attaqué, tendant à obtenir l'annulation de cet acte détachable, conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, pouvant être assorti d'un référé-suspension tendant à obtenir la suspension de l'acte attaqué conformément à l'article L. 521-1 du Code de justice administrative. - un référé précontractuel de l'article L 551-1 du code de justice administrative depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat, tendant à la suspension voire à l'annulation de la procédure de passation. - un recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans les deux mois suivant la publication ou la notification de la décision attaquée et tendant à son retrait. - un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires, exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. A partir de la conclusion du contrat, et dès lors qu'il dispose du recours ci-dessus défini, le requérant n'est, en revanche, plus recevable à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables (CE, Ass., 16 juillet 2007 " Société Tropic Travaux Signalisation " req. No 291545 et CE, Ass., 04 avril 2014 " Département Tarn et Garonne " req. no358994). Les renseignements peuvent être obtenus auprès du Tribunal Administratif (coordonnées supra) Ou auprès de la Direction de l'achat Public (coordonnées I.1)

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Rouen

**TED eSender :** Avenue-Web Systèmes

#### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0007

**Titre :** Droit de l'environnement et des installations classées

**Description :** notamment risques naturels et technologiques, installations classées, droit de l'énergie

**Identifiant interne :** 7

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79110000 Services de conseils et de représentation juridiques

**Options :**

**Description des options :** Les modalités de reconduction sont fixées à l'article 3.2 du Ccap et considérées comme une option au sens du Droit Européen

##### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale :** Territoire de la Métropole Rouen Normandie

**Ville :** Rouen

**Code postal :** 76100

**Subdivision pays (NUTS) :** Seine-Maritime ( FRD22 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

##### 5.1.3 Durée estimée

**Date de début :** 01/12/2025

**Durée :** 12 Mois

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 0

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 14,750 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

**Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés :** Non requises

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

**Informations complémentaires :** Le montant total des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini(e) comme suit : Période 1 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 2 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 3 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 4 : maximum 30 000 euro(s) Ht Total maximum : 120 000 euro(s) Ht

#### 5.1.7 Marché public stratégique

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale :** Autre

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Sources des critères de sélection :** Avis

**Critère :** Références sur des services spécifiés

**Description :** La liste anonyme des clients pour lesquels le Cabinet a effectué des prestations similaires avec description des prestations réalisées au cours des trois dernières années, le type de dossiers pris en charge dans le domaine chaque année et l'activité contentieuse du Cabinet dans ces dossiers

**Critère :** Inscription à un registre professionnel pertinent

**Description :** Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables : Le certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA) et l'attestation de l'inscription à un barreau français pour l'ensemble de l'équipe dédiée

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Valeur technique

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 70

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Performances en matière de protection de l'environnement

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Prix des prestations

**Pondération (pourcentage, valeur exacte) :** 20

**5.1.11 Documents de marché**

**Adresse des documents de marché :** <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1686211>

**Canal de communication ad hoc :**

**Nom :** AW Solutions

**5.1.12 Conditions du marché public**

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1686211>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres :** Autorisée

**Date limite de réception des offres :** 08/09/2025 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre :** 5 Mois

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date d'ouverture :** 09/09/2025 à 16:00

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

**Informations relatives aux délais de recours :** Un recours pour excès de pouvoir dans les deux mois de la publication ou de la notification de l'acte attaqué, tendant à obtenir l'annulation de cet acte détachable, conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, pouvant être assorti d'un référé-suspension tendant à obtenir la suspension de l'acte attaqué conformément à l'article L. 521-1 du Code de justice administrative. - un référé précontractuel de l'article L 551-1 du code de justice administrative depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat, tendant à la suspension voire à l'annulation de la procédure de passation. - un

recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans les deux mois suivant la publication ou la notification de la décision attaquée et tendant à son retrait. - un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires, exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. A partir de la conclusion du contrat, et dès lors qu'il dispose du recours ci-dessus défini, le requérant n'est, en revanche, plus recevable à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables (CE, Ass., 16 juillet 2007 " Société Tropic Travaux Signalisation " req. No 291545 et CE, Ass., 04 avril 2014 " Département Tarn et Garonne " req. no358994). Les renseignements peuvent être obtenus auprès du Tribunal Administratif (coordonnées supra) Ou auprès de la Direction de l'achat Public (coordonnées I.1)

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Rouen

**TED eSender :** Avenue-Web Systèmes

#### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0008

**Titre :** Droit privé général

**Description :** droit de la propriété intellectuelle, droit des associations, droit pénal, droit des assurances autres que la construction

**Identifiant interne :** 8

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79110000 Services de conseils et de représentation juridiques

**Options :**

**Description des options :** Les modalités de reconduction sont fixées à l'article 3.2 du Ccap et considérées comme une option au sens du Droit Européen

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale :** Territoire de la Métropole Rouen Normandie

**Ville :** Rouen

**Code postal :** 76100

**Subdivision pays (NUTS) :** Seine-Maritime ( FRD22 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

#### 5.1.3 Durée estimée

**Date de début :** 01/12/2025

**Durée :** 12 Mois

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 0

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 14,750 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

**Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés :** Non requises

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

**Informations complémentaires :** Le montant total des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini(e) comme suit : Période 1 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 2 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 3 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 4 : maximum 30 000 euro(s) Ht Total maximum : 120 000 euro(s) Ht

#### 5.1.7 Marché public stratégique

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale :** Autre

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Sources des critères de sélection :** Avis

**Critère :** Références sur des services spécifiés

**Description :** La liste anonyme des clients pour lesquels le Cabinet a effectué des prestations similaires avec description des prestations réalisées au cours des trois dernières années, le type de dossiers pris en charge dans le domaine chaque année et l'activité contentieuse du Cabinet dans ces dossiers

**Critère :** Inscription à un registre professionnel pertinent

**Description** : Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables : Le certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA) et l'attestation de l'inscription à un barreau français pour l'ensemble de l'équipe dédiée

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Description** : Valeur technique

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 70

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Description** : Performances en matière de protection de l'environnement

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**Critère :**

**Type** : Prix

**Description** : Prix des prestations

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 20

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché** : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1686211>

**Canal de communication ad hoc :**

**Nom** : AW Solutions

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1686211>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**Variantes** : Non autorisée

**Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres** : Autorisée

**Date limite de réception des offres** : 08/09/2025 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre** : 5 Mois

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date d'ouverture :** 09/09/2025 à 16:00

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**

Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

**Informations relatives aux délais de recours :** Un recours pour excès de pouvoir dans les deux mois de la publication ou de la notification de l'acte attaqué, tendant à obtenir l'annulation de cet acte détachable, conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, pouvant être assorti d'un référé-suspension tendant à obtenir la suspension de l'acte attaqué conformément à l'article L. 521-1 du Code de justice administrative. - un référé précontractuel de l'article L 551-1 du code de justice administrative depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat, tendant à la suspension voire à l'annulation de la procédure de passation. - un recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans les deux mois suivant la publication ou la notification de la décision attaquée et tendant à son retrait. - un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires, exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. A partir de la conclusion du contrat, et dès lors qu'il dispose du recours ci-dessus défini, le requérant n'est, en revanche, plus recevable à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables (CE, Ass., 16 juillet 2007 " Société Tropic Travaux Signalisation " req. No 291545 et CE, Ass., 04 avril 2014 " Département Tarn et Garonne " req. no358994). Les renseignements peuvent être obtenus auprès du Tribunal Administratif (coordonnées supra) Ou auprès de la Direction de l'achat Public (coordonnées I.1)

**5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Rouen

**TED eSender :** Avenue-Web Systèmes

**5.1 Identifiant technique du lot :** LOT-0009

**Titre** : Droit public économique et droit des affaires

**Description** : notamment interventions économiques, droit commercial et des sociétés

**Identifiant interne** : 9

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale** ( cpv ) : 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire** ( cpv ) : 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire** ( cpv ) : 79110000 Services de conseils et de représentation juridiques

**Options** :

**Description des options** : Les modalités de reconduction sont fixées à l'article 3.2 du Ccap et considérées comme une option au sens du Droit Européen

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale** : Territoire de la Métropole Rouen Normandie

**Ville** : Rouen

**Code postal** : 76100

**Subdivision pays (NUTS)** : Seine-Maritime ( FRD22 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** :

#### 5.1.3 Durée estimée

**Date de début** : 01/12/2025

**Durée** : 12 Mois

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements** : 0

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 14,750 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

**Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés** : Non requises

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)** : oui

**Informations complémentaires :** Le montant total des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini(e) comme suit : Période 1 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 2 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 3 : maximum 30 000 euro(s) Ht Période 4 : maximum 30 000 euro(s) Ht Total maximum : 120 000 euro(s) Ht

#### 5.1.7 **Marché public stratégique**

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale :** Autre

#### 5.1.9 **Critères de sélection**

**Sources des critères de sélection :** Avis

**Critère :** Références sur des services spécifiés

**Description :** La liste anonyme des clients pour lesquels le Cabinet a effectué des prestations similaires avec description des prestations réalisées au cours des trois dernières années, le type de dossiers pris en charge dans le domaine chaque année et l'activité contentieuse du Cabinet dans ces dossiers

**Critère :** Inscription à un registre professionnel pertinent

**Description :** Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables : Le certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA) et l'attestation de l'inscription à un barreau français pour l'ensemble de l'équipe dédiée

#### 5.1.10 **Critères d'attribution**

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Valeur technique

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 70

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Performances en matière de protection de l'environnement

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Prix des prestations

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 20

#### 5.1.11 **Documents de marché**

**Adresse des documents de marché :** <https://www.marches-publics.info/mpiaaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1686211>

**Canal de communication ad hoc :**

**Nom :** AW Solutions

### 5.1.12 Conditions du marché public

#### Conditions de présentation :

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.marches-publics.info/mpiaaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1686211>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres :** Autorisée

**Date limite de réception des offres :** 08/09/2025 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre :** 5 Mois

#### Informations relatives à l'ouverture publique :

**Date d'ouverture :** 09/09/2025 à 16:00

#### Conditions du marché :

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**

Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

**Informations relatives aux délais de recours :** Un recours pour excès de pouvoir dans les deux mois de la publication ou de la notification de l'acte attaqué, tendant à obtenir l'annulation de cet acte détachable, conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, pouvant être assorti d'un référé-suspension tendant à obtenir la suspension de l'acte attaqué conformément à l'article L. 521-1 du Code de justice administrative. - un référé précontractuel de l'article L 551-1 du code de justice administrative depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat, tendant à la suspension voire à l'annulation de la procédure de passation. - un recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans les deux mois suivant la publication ou la notification de la décision attaquée et tendant à son retrait. - un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires, exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. A partir de la conclusion du contrat, et dès lors qu'il dispose du recours ci-dessus défini, le requérant n'est, en revanche, plus recevable à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables (CE, Ass., 16 juillet 2007 " Société Tropic Travaux Signalisation " req. No 291545 et CE, Ass., 04 avril 2014 " Département Tarn et Garonne " req. no358994). Les renseignements peuvent être obtenus auprès du Tribunal Administratif (coordonnées supra) Ou auprès de la Direction de l'achat Public (coordonnées I.1)

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Rouen

**TED eSender :** Avenue-Web Systèmes

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Avenue-Web Systèmes

**Numéro d'enregistrement :** 9126B324-CADA-EBB8-EB8EA8A754E32D7B

**Ville :** Seyssinet-Pariset

**Code postal :** 38170

**Subdivision pays (NUTS) :** Isère ( FRK24 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** publications-joue@aws-france.com

**Téléphone :** +33480041260

**Rôles de cette organisation :**

**TED eSender**

### 8.1 ORG-0002

**Nom officiel :** Metropole Rouen Normandie

**Numéro d'enregistrement :** 51995

**Adresse postale :** Le 108 108 allée François Mitterrand

**Ville :** Rouen

**Code postal :** 76176

**Subdivision pays (NUTS) :** Seine-Maritime ( FRD22 )

**Pays :** France

**Point de contact :** MAYER-ROSSIGNOL Nicolas

**Adresse électronique :** demat.marches@metropole-rouen-normandie.fr

**Téléphone** : 0232764422

**Télécopieur** : 0232764429

**Adresse internet** : <http://www.metropole-rouen-normandie.fr/>

**Profil de l'acheteur** : <https://www.mpe76.fr>

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

#### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : Tribunal administratif de Rouen

**Numéro d'enregistrement** : 9126B35F-BA13-258A-E4278427137FEDD5

**Adresse postale** : 53 avenue Gustave Flaubert

**Ville** : Rouen

**Code postal** : 76000

**Subdivision pays (NUTS)** : Seine-Maritime ( FRD22 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : [greffe.ta-rouen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rouen@juradm.fr)

**Téléphone** : 0235583500

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

## Section 11 - Informations relatives à l'avis

### 11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis** : 74d03f99-d413-45e2-9dda-ab4e41e70bec - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 25/07/2025 à 15:12

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### 11.2 Informations relatives à la publication

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 25/07/2025